

### *Les subsides*

L'industrie forestière de Colombie-Britannique est absolument essentielle au bien-être économique de tous les résidents de la province y compris ceux de ma circonscription. Néanmoins à cause de la mauvaise gestion du gouvernement d'ici et de celui de Victoria nous nous retrouvons avec des forêts trop vieilles et un reboisement peu efficace. Par conséquent, à cause des restrictions budgétaires, les semis sèchent avant d'arriver à la plantation. En raison du peu de crédits engagés dans les programmes de reboisement par les gouvernements fédéral et provincial ainsi que par l'industrie, la forêt et la sylviculture souffrent depuis longtemps de négligence. Des boisés entiers dépérissent. Malgré les programmes d'encouragements forestiers—ce qui touche de près au débat d'aujourd'hui—malgré la multiplication des encouragements fiscaux ces dernières années, l'industrie n'a pas jugé bon de réoutiller ses usines de base même si elle avait des travaux de recherche à sa portée. Elle a assisté à la disparition du contreplaqué et si elle ne dispose plus de ressources suffisantes pour ses usines situées sur la côte du Pacifique ou à l'intérieur de la Colombie-Britannique, c'est que la nature même de cette ressource s'est altérée en raison d'une mauvaise gestion.

● (1720)

La technologie existe. Elle est employée ailleurs au Canada et aux États-Unis. Des usines où l'on fabriquait du contreplaqué produisent maintenant des panneaux de copeaux, du carton gris et font de l'aboutage, de manière à utiliser leurs stocks tout en fabriquant des produits de qualité qui peuvent être commercialisés. Les débouchés existent aussi. Mais malgré tous les moyens incitatifs et toutes les largesses que lui offre de plus en plus ce gouvernement étant donné sa politique, l'industrie ne s'est pas encore décidée à démarrer. Je n'en reviens pas des conservateurs à ma droite pour qui il suffirait de se débarasser de ce gouvernement. Ils accordent toute leur confiance au secteur privé, ils l'encensent et s'imaginent qu'il peut tout faire. Mais il n'en est rien. Le secteur privé a échoué lamentablement, en dépit de tous les moyens que le gouvernement lui donne. Ce n'est pas la recherche qui fait défaut. Les industriels ont tout simplement failli à la tâche.

J'écoutais le député de Prince George-Peace River (M. Oberle), il y a quelques instants, reprocher aux néo-démocrates une politique, qu'il a inventée de toutes pièces, selon laquelle nous préconiserions d'offrir aux sociétés, sous forme de subventions ou d'exemptions fiscales, l'argent des contribuables afin qu'elles ouvrent des exploitations minières dans les mers du Sud ou qu'elles construisent d'énormes complexes de pâtes et papiers en quelque partie du monde. Je ne sais pas ce qu'il a fumé, mais je n'ai jamais entendu quiconque de notre parti proposer des politiques de ce genre. En réalité, nous avons souvent été les premiers à critiquer le gouvernement d'en face parce qu'il appliquait de telles politiques. Nous continuons à le faire parce qu'il persiste à consentir des subventions et des allègements fiscaux qui débouchent sur des fusions et des prises de contrôle sur une très vaste échelle; il subventionne aussi avec notre argent des entreprises qui nous font ensuite concurrence à l'étranger.

MacMillan Bloedel, notamment, n'a pas eu besoin de faveurs pour dépenser des millions de dollars gagnés au Canada en vue de concurrencer par des usines en Amérique du Sud ses activités canadiennes. Elle l'a fait par ses propres moyens. Pourquoi? Parce que les grosses sociétés ne s'embarassent pas de loyauté à l'égard de leur pays. Les industriels ne sont pas plus mauvais pour autant. Ainsi, MacMillan Bloedel se conduit comme ce à quoi il faut s'attendre. Certes, tout gouvernement doit avoir, parmi ses objectifs, le soin d'imposer aux sociétés qui fonctionnent sur son territoire une certaine échelle des valeurs qui les oblige entre autres, en plus de verser, bien sûr, des bénéfices à leurs actionnaires, à réinvestir dans le pays même une partie raisonnable voire, sans exagérer, la plus grande partie des profits qu'elles réalisent à même les ressources nationales et la main-d'œuvre. On a vu ce phénomène se développer au Canada, et les conservateurs voudraient que nous persévérions encore plus dans cette voie. Plus tard, les conservateurs exigeront des dégrèvements fiscaux plus importants pour favoriser toute une série de travaux de recherche plus compliqués destinés à nous permettre de remplacer les industries de base que, selon leur programme, ou plutôt le programme que leur dictent leurs partisans, et le secteur des affaires, nous avons réussi à chasser du pays en nombres incalculables depuis quelques décennies. Je ne vois vraiment pas où ils veulent en venir.

Nous avons été d'accord avec les critiques adressées au gouvernement, et nous en avons même fait quelques-unes de notre propre initiative. Vers la mi-1982, j'avais posé des questions à la Chambre, je m'en souviens bien, précisément au sujet d'un programme spécial d'encouragements à la création d'emplois que devait mettre en œuvre le bureau du premier ministre, et pour lequel toutes les décisions devaient être prises par les principaux sénateurs libéraux. J'en avais nommé quelques-uns devant être lancés en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, ce qui aurait bien entendu donné lieu à un favoritisme de grande échelle dans le cadre duquel les deniers publics auraient servi les fins politiques du gouvernement. Or ce genre de choses ne nous plaisent pas du tout. Nous n'apprécions pas non plus que l'on affecte des fonds sans que soient consultées les régions visées dans le but de permettre à tous indifféremment de bénéficier des programmes de subventions, d'investissement et d'expansion.

Mais voyons un peu ce qu'ont fait les conservateurs durant leur séjour éclair au pouvoir en 1979, lorsqu'ils en ont profité pour faire table rase de tous les comités consultatifs régionaux. Le gouvernement libéral les a rétablis, pour les supprimer ensuite. A présent, les conservateurs veulent bien les entendre. Désormais, ce sont les députés eux-mêmes qui assument les frais de fonctionnement de ces comités. Je n'ai pas d'objections à cela. Je préfère y aller de mon argent pour m'assurer une saine participation des régions visées par ce genre de décision que, pour m'épargner quelques jours de labeur, m'en remettre à des bureaucrates qui perçoivent mal les besoins et les priorités régionales.